JUGEMENT
N°028/23/CJ1/S1/TCC
DU 28 JUILLET
2023

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU
1ERE CHAMBRE DE JUGEMENT DE LA SECTION I

RÔLE GENERAL
BJ/e-
TCC/2023/0382

PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU
JUGES CONSULAIRES : Théophile NOUNAHON et Chimène
ADJALLA

MINISTERE PUBLIC : Jules AHOGA

GREFFIER : Anikè Moutiath SALIFOU BALOGOUN

LAFIAJI Dave A.

DEBATS : 19 avril 2023 ; 24 mai 2023 et 16 juin 2023 ;

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier
ressort prononcé le 21 juillet 2023.

C/

Membres du
Conseil
d'Administration de
BIIC Financial
Services (BFS) SA
rept/ Armand
OLOGOUDOU

(Me Gabriel
AHOUANDOGO)

**Objet: Dommages-
intérêts**

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

LAFIAJI Dave A., Economiste, de nationalité nigériane, actionnaire
de la société BIIC Financial Services (BFS) SA, demeurant et
domicilié au Lot 63F, Tokplégbé, Akpakpa PK6, Cotonou, Tél : 95
43 46 34 ;

D'UNE PART

DEFENDEUR :

**Membres du Conseil d'Administration de BIIC Financial
Services (BFS) SA** représentés par le Président en exercice dudit
Conseil **Armand OLOGOUDOU**, demeurant et domicilié ès-qualités
au siège de la Société à Cotonou, Immeuble Bon Pasteur,
Cadjeoun, assisté de **Maître Fifamey Gabriel
AHOUANDOGO**, Avocat au Barreau du Bénin ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

En sa qualité d'actionnaire de la société BIIC FINANCIAL SERVICES (société BFS) S.A, LAFIADJI Dave A. a élevé, au sein de l'entreprise, des contestations relatives aux conditions dans lesquelles le conseil d'administration de la ladite société a fait procéder à une augmentation de capital par apport en numéraire ;

C'est dans ce contexte que par exploit en date du 06 avril 2023, il a attiré les « *membres du conseil d'administration de la société BFS représentés par le Président en exercice monsieur Armand OLOGOUDOU* » devant le tribunal de commerce de Cotonou, en demandant à ladite juridiction de les condamner solidairement à lui payer la somme de 13.076.000 FCFA en réparation de préjudices correspondant à une perte financière ;

Devant le tribunal, LAFIADJI Dave A. a versé au dossier un mémoire indiquant qu'il modifie la liste des mis en cause dans l'exploit introductif d'instance, reprecise ses prétentions et amplifie les moyens développés ;

Il a développé que les dirigeants sociaux visés par son action sont ceux qui ont siégé à la réunion du conseil d'administration de la société BFS du 10 juin 2022 ;

En réaction, la société BFS a soulevé in limine litis l'exception de nullité de l'assignation, faisant valoir que l'exploit introductif d'instance viole les articles 53 et 195 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Sociale, Administrative et des Comptes, pour défaut de désignation des défendeurs regroupés sous l'appellation les « *membres du d'administration de la société BFS représentés par le Président en exercice monsieur Armand OLOGOUDOU* » :

Qu'il n'est pas justifié, par ailleurs, que ces personne sont donné mandat à monsieur Armand OLOGOUDOU pour les représenter en justice ;

Que ces manquements constituent les griefs de défaut de capacité et de pouvoir, constituant des irrégularités de fond devant entraîner la nullité de l'assignation ;

SUR L'EXCEPTION DE NULLITE DE L'ASSIGNATION

Attendu qu'il y a lieu à nullité des actes de procédure lorsque des irrégularités sont commises dans leur rédaction ou à l'occasion de leur signification ;

Qu'aux termes de l'article 195 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Sociale, Administrative et des Comptes, « *constituent des irrégularités de fond affectant la validité de l'acte* :

- *le défaut de capacité d'ester en justice* ;

- le défaut de pouvoir d'une partie ou d'une personne figurant au procès comme représentant, soit d'une personne morale, soit d'une personne atteinte d'une incapacité d'exercice ;

- le défaut de capacité ou de pouvoir d'une personne assurant la représentation d'une partie en justice » ;

Attendu qu'en l'espèce, LAFIADJI Dave A. a attrait devant le tribunal de céans les « *membres du conseil d'administration de la société BFS représentés par le Président en exercice monsieur Armand OLOGOUDOU* » ;

Que dans son mémoire déposé au dossier en cours d'instance, il a indiqué que les personnes visées sont celles ayant pris part à la réunion du conseil d'administration du 10 juin 2022 ;

Mais attendu que ce faisant, LAFIADJI Dave A. n'a pas satisfait à l'obligation juridique substantielle d'appeler en justice des personnes dénommées dont l'identité et le domicile doivent être précisés ;

Que le mémoire déposé en cours de procédure ne peut suppléer à ce manquement consubstantiel à l'exploit introductif d'instance qui doit contenir la désignation et la dénomination précise des défendeurs ;

Que les griefs soulevés par la défense sont donc établis et postulent la nullité de l'assignation ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Dit que la mention les « *membres du conseil d'administration de la société BFS représentés par le Président en exercice monsieur Armand OLOGOUDOU* » dans l'exploit introductif d'instance est une irrégularité de fond de l'assignation du 06 avril 2023 ;

Déclare bien fondée l'exception de nullité soulevée par la société BIIC FINANCIAL SERVICES (société BFS) S.A ;

Dit que l'assignation du 06 avril 2023 à la demande de LAFIADJI Dave A. est nulle ;

Condamne LAFIADJI Dave A. aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT